

Le F.L.N. et la gauche française

« Le Monde », « L'Express », « France-Observateur » font état d'un raidissement du F.L.N. que Gilles Martinet déplore vivement parce qu'entraînant un éloignement des chances de négociation. Comme si l'esprit de conciliation et la souplesse diplomatique avaient été payants à ce jour pour les peuples opprimés et représentaient un élément déterminant pour un tournant éventuel de la politique impérialiste. Puisqu'il évoque le Vietnam, Martinet aurait pu se souvenir que c'est Dien-Bien-Phu qui incita l'impérialisme à tourner la page et que c'est la pression du kremlin qui imposa au Viet-Minh des concessions démesurées ne répondant aucunement au rapport des forces et dont les négociateurs français furent les premiers surpris. Mieux vaut laisser de côté l'argument de la sagesse de Ho Chi Minh qui a conduit au partage du Vietnam, ce qui n'est assurément pas une solution à citer en exemple aux combattants algériens.

Les réflexions du rédacteur en chef de « France-Observateur » furent suscitées par une étude critique de l'attitude de la gauche française devant la révolution algérienne parue dans l'organe du F.L.N. Les deux articles d'« El Moudjahid » reproduits par « France-Observateur » assènent de dures vérités aux partis ouvriers de la métropole et à l'ensemble des formations qu'il est d'usage de placer à gauche. Ils font le procès du libéralisme bourgeois qui tient lieu de position anti-impérialiste à tous ces partis et formations qui visent à arrondir les angles, à humaniser l'impérialisme et à en faire un instrument de progrès social et économique au lieu de concourir, par une action efficace mettant en branle les masses françaises, à hâter la déroute totale de l'impérialisme et l'aboutissement victorieux de la révolution algérienne.

Tout le débat tourne autour de cette constatation justifiée que, à l'exception de notre organisation, les partis ouvriers et jusqu'à certains groupements se situant à l'avant-garde ont renoncé à se placer sur le véritable terrain de l'anti-impérialisme, ce qui s'exprime dans le fait relevé par les rédacteurs du F.L.N. qu'aucune formation n'accorde un appui inconditionnel, sans réserves à la juste cause de la résistance algérienne. C'est à ce point de départ qu'il faut évidemment rattacher l'impuissance actuelle de la classe ouvrière à contrecarrer la politique gouvernementale réactionnaire et son poids réduit dans la vie politique du pays. Si l'esprit colonialiste a pu se propager dans les masses populaires, c'est parce que les organisations ouvrières ont favorisé cette contamination par la politique molletiste ou par celle de Thorez, apologiste d'une bonne Union française et votant les pouvoirs spéciaux.

Si ces partis ouvriers ont cédé au courant colonialiste ce n'est pas, en raison d'une pression négative de la base, comme le suggère « El Moudjahid », mais parce qu'ils ont renoncé délibérément, pour des raisons contraires aux intérêts de la classe ouvrière, à accomplir leur devoir révolutionnaire à l'heure où la guerre d'Algérie ébranlait les bases mêmes du régime. La pression populaire s'est manifestée le 2 janvier 1956 et au cours des démonstrations contre la mobilisation des « disponibles » et l'envoi du contingent en Algérie.

Le F.L.N. a mille fois raison contre Martinet et tous les Français professionnels du compromis lorsqu'il rappelle aux militants français qu'il a besoin d'une aide efficace pour terrasser l'impérialisme et non d'une entremise pour la recherche de solutions mal bâties. Les combattants algériens sont fondés à se montrer irrités des conditions ou plutôt des prétextes avancés de toute part pour leur marchander le soutien entier auquel ils ont droit. On pourrait noter ce paradoxe que la plupart des organisations françaises se montrent plus pointilleuses quand il s'agit de la défense de la révolution algérienne qu'au temps où il importait de défendre Bourguiba ou le sultan du Maroc. Les choses paraissent tellement plus simples et plus normales à l'époque. Tandis que maintenant avec ces nationalistes algériens si intransigeants, si extrémistes, si exigeants qui prétendent combattre jusqu'à l'obtention de leur revendication d'indépendance...

Martinet s'étonne de la volonté du F.L.N. de lutter jusqu'à la victoire complète et y voit « une position exactement parallèle à celle que défend notre gouvernement ». C'est cette prétention à se placer au dessus des camps, au dessus de la bataille qui exaspère au plus haut point les militants algériens.

La trahison des grandes organisations françaises pousse certes « El Moudjahid » à formuler certaines conclusions hâtives trop simplistes et dangereuses. (« En pays colonial, cette distinction [classe ouvrière et capitalisme bourgeois] se révèle totalement inadéquate ». Négation de la communauté d'intérêts entre le peuple colonisé et le prolétariat de la métropole...). Ce qui différencie le F.L.N. de Martinet et d'autres, c'est que les militants font leur révolution alors que leur interlocuteur veut se faire le marieur de l'eau avec le feu.

D'où vient et où va la Résistance

IV

Le comportement de Messali Hadj ne laisse pas de surprendre. La scission du M.T.L.M. n'était vieille que de trois mois lorsqu'éclata l'insurrection. Celle-ci, de toute évidence, n'était pas le fait des dirigeants du Comité Central dont s'était séparé Messali mais de militants du rang, étrangers au conflit de direction. Ces militants, cadres permanents du parti et responsables de l'O.S. ne pouvaient être accusés de déviation réformiste. Le saut historique qu'ils firent accomplir au mouvement le 1^{er} septembre 1954 allait au devant d'une orientation qui semblait inscrite dans les décisions du Congrès convoqué en Belgique par Messali le 14 juillet de la même année.

Le seul reproche que pouvait formuler le vieux leader à l'encontre de ces militants, c'était en somme de l'avoir avancé dans l'action et d'agir en dehors de son patronage. Des reproches aussi futiles pouvaient-ils justifier le refus de fonder toutes les forces du nationalisme révolutionnaire dans le grand combat libérateur parvenu à sa phase finale? Pouvaient-ils justifier la constitution distincte du M.N.A.?

Ce choix renforce singulièrement l'allégation des nombreux militants algériens qui voient la principale cause des déchirements du M.T.L.D. dans la prétention de Messali de s'arroger les droits spéciaux, supérieurs du « chef national », « président à vie » du mouvement.

La tragique position actuelle du pionnier du nationalisme algérien ne peut laisser indifférents les militants révolutionnaires français qui l'ont côtoyé de longue date. Messali est victime du long isolement forcé auquel l'a condamné l'impérialisme et, accessoirement aussi sans doute, de ses « amis » et conseillers français. N'ayant pas été à même de tracer la voie au nécessaire dépassement du nationalisme parvenu au stade des réalisations révolutionnaires, il a été rapidement dépassé par la nouvelle génération de cadres révolutionnaires qui se sont forgés dans l'action. S'obstinant à ne pas tenir compte de la transformation en cours du mouvement, Messali a perdu son crédit auprès de la majorité des cadres et des militants qui lui reprochèrent bientôt de saboter la lutte.

Au lendemain du 1^{er} novembre 1954, Messali mésestimait sans doute l'organisation et la force du mouvement insurrectionnel qui avait été lancé à son insu. Il avait l'illusion de pouvoir rattraper le temps perdu et de coiffer le mouvement de son nom prestigieux. L'affirmation mensongère que l'armée de libération était soumise à la direction du M.N.A., que les maquis étaient en majorité messalistes, argument, massue de la presse M.N.A. durant des mois et même des années, était le reflet de cette illusion. Reconnaître le débordement de Messali, c'était partir battu d'avance.

On a tenté de justifier a posteriori l'action du M.N.A. par une différenciation de principes qui l'opposerait au F.L.N. Nous avons vu que de part et d'autre les cadres dirigeants viennent du M.T.L.D. et se revendiquent fermement de la tradition révolutionnaire du P.P.A. Les mots d'ordre clés: Indépendance et Assemblée Constituante souveraine sont communs au F.L.N. et au M.N.A. Des formulations divergentes ont été mises en avant par la suite, tant en politique internationale que dans les modalités envisagées pour le rétablissement de la paix. Dans les deux cas, les positions du M.N.A. sont des plus équivoques et se situent à droite du F.L.N., infligeant un démenti sans recours aux théoriciens fantaisistes qui entendent faire passer le messalisme pour le courant ouvrier, voir pour l'embryon ou l'équivalent du parti bolchevik algérien. Il est surprenant que ces défenseurs trop empressés du M.N.A. qui attachent une si grande importance à l'information objective passent obstinément sous silence certaines déclarations de Messali ou de Moulay Merbah. On n'a pas manqué de relever que, dans leurs déclarations à l'usage de l'opinion internationale et des chancelleries étrangères, ces leaders se faisaient couramment les champions de l'anti-communisme. Ils ont même tenté, à l'instar de Lacoste, de faire passer le F.L.N. comme une organisation para-communiste devant les instances internationales, en utilisant l'intégration des militants du P.C.A. dans l'Armée de libération (les militants communistes ont rejoint aussi les rangs de l'U.G.T.T. en Tunisie et de l'U.M.T. au Maroc).

Il est d'autres professions de foi occidentalistes qui ont pu étonner, tel l'argument que la sécurité de l'Europe a été affectée par le départ des divisions françaises soustraites aux forces de l'O.T.A.N. pour être envoyées en Algérie.

Où encore cette approbation bruyante de la doctrine Eisenhower exposée dans un télégramme de Moulay Merbah au président des U.S.A. reproduite dans « Le Monde », du 24 janvier 1957: « Le peuple algérien et Messali Hadj accueillent avec faveur votre politique sur le Moyen-Orient et l'approuvent comme une contribution généreuse et positive au bien-être, à la paix et à la liberté du peuple arabe ».

(1) Voir nos numéros 72 à 74.

Pour le règlement du conflit européen, Messali a fait sien la proposition d'un « Aix-les-Bains algérien » formulé d'abord par Jean Rous qui s'est découvert depuis plusieurs années déjà la vocation de raccommodeur de la porcelaine impérialiste. L'évocation d'Aix-les-Bains n'est pas des plus heureuses, si l'on se souvient que ce fut une sinistre mascarade montée par Edgar Faure et Pinay pour meubler le temps perdu et isoler l'Istiglal, et que cette entreprise fut violemment dénoncée par les résistants marocains.

Quant au fond, le M.N.A. préconise les modalités suivantes: négociations sans préalable et sans conditions d'un cessez-le-feu, élections sous contrôle international d'une Assemblée constituante, négociations entre représentants élus pour déterminer les relations entre la France et l'Algérie. Cette procédure rappelle un peu le fameux « tryptique » de Guy Mollet. Elle tend essentiellement à dénier le droit au F.L.N. de négocier seul avec l'impérialisme et de constituer un gouvernement provisoire qui établirait les premières bases d'un accord en échange du cessez-le-feu. Le F.L.N. entend engager les pourparlers en vue du cessez-le-feu sur la base de l'indépendance, c'est-à-dire qu'il se refuse de dissocier le problème militaire du problème politique, d'arrêter le combat sans que l'indépendance soit garantie. Le F.L.N. se croit seul habilité à entreprendre les négociations en tant qu'émanation des forces combattantes centralisées et entretient la multiplication des partenaires comme une diversion propre à favoriser les manœuvres impérialistes. Il estime que les élections sont le seul ressort des Algériens eux-mêmes.

Sous son apparence de démocratie formelle, la proposition du M.N.A. revient rien moins qu'à ériger l'impérialisme mondial en arbitre des différends intérieurs des Algériens. De « libres élections » contrôlées par quelques dizaines ou centaines d'observateurs gouvernementaux étrangers, opérées sous l'administration colonialiste solidement en place et en présence d'un demi-million de soldats français, c'est un beau leurre. C'est lâcher la proie pour l'ombre. L'Armée de libération n'a pas combattu héroïquement depuis trois ans pour ce jeu de poker.

L'état-major de l'Armée de libération traduit plus fidèlement les aspirations populaires que la majorité des gouvernements occidentaux issus de scrutins tronqués à des degrés divers. On n'a demandé ni à Bourguiba, ni au Sultan du Maroc d'organiser des élections préalablement aux négociations pour l'indépendance.

Les dirigeants des forces du maquis demeurent la représentation la plus sincère du peuple algérien jusqu'au moment où il sera possible aux Algériens d'organiser eux-mêmes des élections libres pour une constituante souveraine.

Ce qui différencie le trotskysme des autres courants ouvriers, c'est le soutien inconditionnel que nous accordons à la révolution algérienne. Ce soutien est déterminé fondamentalement par la juste cause du peuple algérien et indépendamment de la politique menée par ses organisations. Notre analyse et nos critiques à l'égard de cette politique ne servent pas d'alibi au relâchement de notre solidarité foncière et agissante. C'est dire aussi que nous n'avons aucun besoin d'idéaliser, d'embellir la résistance algérienne, mais de bien la voir telle qu'elle est.

LE
organise le VENDREDI 24 Jan

UNE CONTROVERSE

Yvan CRAIPEAU

de l'Union de la Gauche Socialiste
auteur de l'ouvrage